

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1927.

Budget

du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1927 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. POULLET.

MESSEURS,

Trois questions d'importance majeure ont fait l'objet d'échanges de vue développés dans les sections d'abord, dans la Commission des Affaires Étrangères ensuite :

1. Celle de la protection de nos nationaux en Chine;
2. Celle du rejet de la convention hollando-belge par la première Chambre des États Généraux des Pays-Bas.
3. Celle de nos rapports commerciaux avec la France.

I. — PROTECTION DE NOS NATIONAUX EN CHINE.

M. le Ministre des Affaires Étrangères a bien voulu donner à la Commission des Affaires Étrangères les renseignements les plus complets sur les mesures prises par le Gouvernement en vue d'assurer la protection de nos nationaux en Chine, en présence des événements graves qui troublent ce pays, ainsi que sur la politique générale du Gouvernement belge dans ses rapports avec la Chine. Les explications de l'honorable Ministre sont de nature à mettre fin aux alarmes dont certains membres s'étaient fait l'écho.

Il résulte en effet des renseignements fournis par le chef du Département que le Ministre de Belgique à Pékin a pris les dispositions utiles pour qu'en cas de nécessité nos nationaux puissent se réfugier à bord des navires de guerre ancrés dans le port le plus proche. Il s'est également préoccupé d'assurer l'évacuation

(1) Budget, transmis par le Sénat, n° 47.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée :

1° des membres de la Commission des Affaires Étrangères : MM. Brauquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destree, Devève, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Hubin, Janson, Neujean, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vereammen, Winandy.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Claes, Mernier, de Kerchove d'Exaerde, Golenvaux, Périnnet, Poncelet.

en cas de danger du personnel des entreprises belges se trouvant dans des endroits isolés. Enfin, à Pékin même, il a prévu toute une série de mesures propres à assurer la sécurité de ceux de nos nationaux ne résidant pas dans le quartier diplomatique.

Ces différentes mesures ont donné pleine satisfaction aux intéressés et il nous est agréable de constater que nous n'avons jusqu'à présent aucune perte de vie humaine à déplorer.

Au cours des événements qui se sont déroulés en Chine, le Gouvernement belge n'a cessé d'observer la plus stricte neutralité vis-à-vis des divers partis en lutte; il s'est attaché d'autre part à faire comprendre à la population chinoise que nous avons le plus vif désir d'entretenir des relations amicales avec leur pays et que nous n'entendons nullement nous mettre en travers de ses aspirations légitimes. La Belgique a eu vis-à-vis de la Chine un geste qui a été particulièrement apprécié lorsqu'à l'ouverture des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce sino-belge, notre Ministre à Pékin a déclaré que le Gouvernement belge était prêt à renoncer à la souveraineté de la concession belge de Tien-tsin.

La Commission a enregistré avec la plus entière satisfaction les explications de l'honorable Ministre. Elles ont dissipé tout malentendu et mis en lumière que les inquiétudes qui avaient surgi de divers côtés, à raison des dangers auxquels nos compatriotes, faute de protection suffisante, auraient été exposés là-bas, étaient sans fondement.

II. — RELATIONS AVEC LES PAYS BAS.

La Commission a recueilli l'écho de la profonde déception qu'a causée dans le pays le rejet de la Convention du 3 avril 1925. Cet échec a été plus particulièrement ressenti dans les milieux de l'opinion publique belge, qui — suivant l'heureuse expression de M. Van Cauwelaert (1) — « veulent écarter, une fois pour » toutes, les contestations politiques qui, jusque dans ces derniers temps, ont » continué à exercer une influence néfaste sur les rapports hollando-belges et » élever sur la base du respect réciproque des frontières et de la souveraineté » une politique de coopération amicale, de rapprochement réciproque et d'une » communauté d'intérêts croissants ».

Malgré le rejet du Traité, le Gouvernement des Pays-Bas paraît, si nous interprétons bien ses déclarations aux Etats-Généraux, désireux de renouer le fil rompu et affirme l'intention d'accéder aux desiderata économiques belges, relatifs à la situation géographique de la Hollande vis-à-vis de la Belgique.

Nous accueillons ces ouvertures avec satisfaction car nous sommes aussi convaincus que Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères néerlandais que l'entente hollando-belge n'est pas seulement d'intérêt réciproque mais d'intérêt européen.

Nous manquons toutefois à la vérité et nous ferions même tort à l'œuvre de rapprochement, si nous dissimulions à nos voisins qu'une entente sincère et durable ne peut se réaliser, sans que la Belgique obtienne les garanties nécessaires pour ses issues vers la mer et vers le Rhin. Nous ne doutons pas que le Gouvernement ne négligera aucun moyen pour assurer ces garanties vitales pour le développement économique du pays.

(1) Rapport sur le projet de loi approuvant la convention du 3 avril 1925 (*Document* n° 409, session 1925-1926), p. 25.

Nous en trouvons une preuve dans les déclarations faites par lui en Commission et qui ont reçu l'approbation unanime de celle-ci, ainsi que dans les paroles prononcées récemment par M. Jaspar.

Mettant naguère en lumière la vitalité croissante dont la Belgique faisait preuve, malgré les crises terribles de la guerre et de l'après-guerre, M. le Premier Ministre Jaspar disait :

« Cette vitalité autorise tous les espoirs. Ces espoirs ne peuvent être rencontrés par de nouvelles épreuves qui nous seraient imposées.

» Il en serait ainsi si nous étions paralysés ou contrariés dans notre oeuvre de redressement.

» Le port d'Anvers, par exemple, doit se développer, non seulement pour répondre au mouvement commercial et industriel du pays, mais aussi pour garantir le service du grand hinterland qu'il commande.

» C'était le vœu formel de la Conférence de Londres en 1830 et c'est encore aujourd'hui une nécessité vitale de notre existence.

» Le Gouvernement, conscient de l'importance de cette question, ne négligera aucun moyen pour assurer une solution satisfaisante du problème, c'est-à-dire pour assurer ses libres issues vers la Mer et ses communications avec le Rhin ».

III. — LE RÉGLEMENT DE NOS RAPPORTS COMMERCIAUX, SPÉCIALEMENT AVEC LA FRANCE.

La Belgique a continué, au cours de ces derniers mois, à avoir une politique active. Tout d'abord, elle a ratifié un certain nombre de conventions qui avaient été conclues l'année précédente. C'est ainsi que le 21 mai ont été échangées les ratifications du traité conclu le 28 septembre 1926 avec l'Esthonie, et que le 24 mai notre Ministre à Berlin a procédé à la ratification de la convention frontalière belgo-allemande du 15 juillet 1926.

D'autre part, nous sommes à la veille de ratifier l'accord additionnel du 7 juillet 1926 avec l'Autriche, et notre traité de commerce du 7 novembre 1924 avec le Guatemala. Avec le Mexique, des négociations sont en cours pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce. En attendant la fin des pourparlers, le traité actuel, dénoncé par le Mexique, a été prorogé jusqu'au 31 décembre.

Les négociations laborieuses et délicates menées à Angora pour la conclusion d'un arrangement commercial avec la Turquie sont sur le point d'aboutir. L'accord est virtuellement réalisé sur tous les points. On peut espérer à bref délai la signature de l'accord.

Ces diverses négociations le cèdent toutefois en importance aux pourparlers qui sont engagés depuis quelque temps entre le Gouvernement français et le Gouvernement belge. La France, dont le régime douanier datait de 1910, vient de procéder à la revision de ses droits d'entrée. Un projet de loi a été déposé à cet effet sur le bureau des Chambres. Ce projet, aussitôt qu'il a été connu en Belgique, y a suscité une très forte émotion. Pour la plupart des produits, les droits projetés sont encore supérieurs aux droits actuels, que l'on s'accorde déjà à trouver très élevés. Nos industriels, qui ne voient pas sans inquiétude augmenter d'année en année le déficit de la balance de nos échanges avec la France, n'ont pas vu sans appréhension se relever encore la barrière douanière que la France oppose à l'importation de leurs produits. La Belgique, dans l'esprit de la politique libérale qui est de tradition chez elle, est toute disposée à continuer, comme par le passé, à offrir sur son marché un débouché intéressant à l'exportation française. Mais

elle désire être payée de retour. Elle veut et saura exiger qu'inversement ses industries qui peuvent normalement exporter vers la France, puissent continuer à y trouver des débouchés. C'est dans cet esprit que seront menées les négociations avec le Gouvernement de la République.

La Direction Générale du Commerce au Ministère des Affaires Étrangères a procédé, en vue de ces négociations, à une consultation générale de tous les industriels intéressés. Les résultats de cette consultation ont permis avec la collaboration des diverses administrations compétentes, d'établir le cahier de nos revendications. Celui-ci est aujourd'hui au point. D'autre part, le Grand-Duché de Luxembourg a été invité à faire connaître ses desiderata, lesquels ont été incorporés dans le cahier belge. Il n'est pas inutile de mentionner qu'il existe une parfaite unité de vues à cet égard entre le Luxembourg et la Belgique. Le Gouvernement belge est ainsi prêt à profiter de toute circonstance favorable qui permettrait le règlement, sur une base satisfaisante, de nos relations économiques avec la France. Il est permis d'espérer que les prochaines négociations, qui s'ouvriront sous le signe des recommandations libérales de la Conférence de Genève, auront un heureux résultat.

IV. — DIVERS.

Des membres se sont fait l'écho des doléances que provoquent dans les milieux intéressés les difficultés causées en France à l'exportation des bois si nécessaires à notre approvisionnement. Le vœu de voir le chemin de fer Bertrix-Muno raccordé au réseau de l'Est français a également été formulé ainsi que celui de voir améliorer le régime de l'écoulement des eaux du Nord de la province d'Anvers vers la Hollande.

La Commission attire l'attention du Ministre des Affaires Étrangères sur ces diverses questions. Elle espère, d'autre part, que le Traité de Travail signé à Bruxelles, le 24 décembre 1924, approuvé par les Chambres belges en mars 1925, pourra bientôt être ratifié par les Chambres françaises. Il serait à désirer aussi que les compléments précessaires fussent apportés à la convention franco-belge du 14 février 1921, sur la retraite des ouvriers mineurs et à celle du 21 février 1906, sur la réparation des dommages résultant d'accidents de travail.

La Commission émet, enfin, le vœu qu'aboutissent le plus tôt possible les pourparlers qui sont engagés avec le Gouvernement français en vue de la conclusion d'un accord assurant aux Belges en France et aux Français en Belgique un traitement spécial en matière d'établissement et en ce qui concerne les impôts, taxes, charges, réquisitions de toute nature, l'acquisition, la possession et la disposition des biens, meubles et immeubles, la location de locaux d'habitation ou à usage de commerce ou d'industrie.

La conclusion de semblable accord aurait pour effet d'empêcher que nos compatriotes ne soient placés en France dans une condition moins favorable que certains étrangers privilégiés. Les Belges, par suite de l'absence de traité sur la matière, se trouvent, dans certains cas, soumis à un régime moins favorable que celui dont profitent les nationaux d'autres pays, voire même les ressortissants de certains pays neutres ou même ex-ennemis.

La Commission s'est préoccupée aussi de nos rapports avec le Grand-Duché de Luxembourg. Elle s'est réjouie de la constitution d'une commission d'experts, présidée par M. Theunis, et qui est chargée de rechercher les moyens de mettre

fin aux difficultés d'ordre technique ou administratif que soulève l'application de certaines clauses du Traité d'Union Economique.

La Commission constate, enfin, avec satisfaction, que malgré les polémiques de presse provoquées par la différence des régimes politiques entre l'Italie et la Belgique, les traditionnelles relations d'amitié et de confiance existant entre les deux pays restent cordiales et intimes. La réception enthousiaste que les autorités et la population belges viennent de réserver aux glorieux mutilés italiens en apporte un témoignage nouveau.

Au nom de la Commission, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du Budget.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

EM. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1927.

Begrooting VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1927 (1).

Verslag

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **POULLET**.

MIJNE HEEREN,

Drie vraagstukken van overwegend belang werden besproken en uiteengezet, eerst in de afdelingen en nadien in de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken :

1. Het vraagstuk der bescherming van onze landgenooten in China ;
2. Dat van de verwerping van de Nederlandsch-Belgische Overeenkomst door de eerste Kamer der Staten-Generaal van Nederland ;
3. Het vraagstuk van onze handelsbetrekkingen met Frankrijk.

1. — DE BESCHERMING VAN ONZE LANDGENOOTEN IN CHINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken heeft aan de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken zeer volledige inlichtingen verschaft omtrent de maatregelen die door de Regeering genomen werden tot bescherming van onze landgenooten in China, ten overstaan van de erge gebeurtenissen in dit land, alsmede betreffende de algemeene politiek van de Belgische Regeering tegenover China. De uitleggingen van den achtbaren Minister zijn van zulken aard dat een einde gemaakt wordt aan de onrust waaraan sommige leden uiting gegeven hadden.

Uit inlichtingen, verschaft door het hoofd van dit Departement, blijkt dat de Minister van België, te Peking, maatregelen genomen heeft om aan onze landgenooten, ingeval het noodzakelijk mocht worden, toe te laten aan boord van de

(1) Begrooting, door den Senaat overgemaakt, n° 4^v.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond :

1° uit de leden der Commissie voor de Buitenlandsche Zaken : de heeren Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Hubin, Janson, Nuijean, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen, Winandy.

2° uit zes leden door de afdelingen benoemd : de heeren Claes, Mernier, de Kercove d'Exaerde, Golenvaux, Périquet, Poncellet.

schepen in de meest nabijgelegen haven de wijk te nemen. Hij heeft zich insgelijks beziggehouden met het gebeurlijk wegvoeren, ingeval er gevaar moest opdagen, van het personeel der Belgische ondernemingen die zich in afgelegen plaatsen bevinden. Ten slotte, heeft hij ook te Peking zelf, eene reeks maatregelen voorzien die de veiligheid kunnen waarborgen van onze landgenooten welke niet in de diplomatische wijk verblijven.

Deze onderscheidene maatregelen hebben aan de belanghebbenden voldoening gegeven en het is ons aangenaam vast te stellen dat wij tot nog toe geen enkel verlies van menschenlevens te betreuren hebben.

Tijdens de gebeurtenissen die zich in China ontrold hebben, toonde de Regeering onophoudelijk de strengste onzijdigheid tegenover de verschillende strijdende partijen; zij heeft er zich anderzijds op toegelegd, aan de Chineesche bevolking te doen begrijpen dat wij ten zeerste wenschen vriendschappelijke betrekkingen met haar land te onderhouden en dat wij geenszins het inzicht koesteren hare rechtmatige verlangens dwars te staan. België heeft jegens China eene houding in acht genomen die bijzonder gewaardeerd werd, toen, bij den aanvang van de onderhandelingen tot het sluiten van een nieuw Belgisch-Chineesch handelsverdrag, onze Minister, te Peking, verklaarde dat de Belgische Regeering bereid was om aan de souvereiniteit in de Belgische concessie, te Tien-tsen, te verzaken.

De Commissie heeft met de meeste voldoening akte genomen van de uitleggingen van den achtbaren Minister. Zij hebben alle misverstand opgelost en doen uitschijnen, dat de onrust, die zich in onderscheidene middens had voorgedaan wegens de gevaren waaraan onze landgenooten, bij gebreke van voldoende bescherming, zouden blootgesteld zijn ongegrond waren.

II. — BETREKKINGEN MET NEDERLAND.

De diepe ontgoocheling, die in het land werd verwekt door de verwerping van de Overeenkomst van 3 April 1925, is ook doorgedrongen tot de Commissie.

Deze mislukking werd vooral pijnlijk gevoeld in de Belgische middens die, zooals de heer Van Cauwelaert (1) het zoo gelukkig zegde: « voor goed een einde willen maken aan de politieke betwistingen die tot in den laatsten tijd doorlopend en noodlottigen invloed hebben uitgeoefend op de Hollandsch-Belgische betrekkingen, en die op den grondslag van wederzijdsche eerbiediging der grenzen en der souvereiniteit, eene politiek willen opbouwen van vriendschappelijke samenwerking, van wederzijdsche toenadering en van eene gemeenschappelijke behartiging der belangen »

Ondanks het verwerpen van het Verdrag, schijnt de Nederlandsche Regeering, zoo wij hare verklaringen in de Staten-Generaal goed verstaan, geneigd den afgebroken draad weer te willen aaneenknopen, en bevestigt zij haar inzicht aan de economische desiderata van België te gemoet te komen wat betreft de geographische ligging van Holland tegenover België.

Met voldoening stellen wij deze tegemoetkoming vast, want wij zijn even sterk overtuigd als de Nederlandsche Minister van Buitenlandsche Zaken dat de Hollandsch-Belgische entente niet alleen een wederzijdsch, maar een Europeesch belang is.

(1) Verslag van het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, van 5 April 1925 (Kamerstuk n^o 409, zittingsjaar 1925-1926) blz. 25.

Wij zouden evenwel aan de waarheid te kort doen en wij zouden zelfs het werk van toenadering bemoeilijken, zoo wij aan onze geburen moesten ontveinzen dat eene oprechte en duurzame entente niet te verwezenlijken is, zoo België niet de noodige uitwegen krijgt naar de zee en naar den Rijn. Wij zijn er zeker van, dat de Regeering geen enkel middel zal verzuimen om deze waarborgen, volstrekt onmisbaar voor de economische ontwikkeling van ons land, te verkrijgen.

Wij vinden er een bewijs van in de verklaringen door haar in de Commissie gedaan en die de eenparige goedkeuring hebben weggedragen, evenals in de woorden onlangs uitgesproken door den heer Jaspar.

Hij stelde in het licht de groeiende levenskracht waarvan België het bewijs leverde, ondanks de vreeselijke crisis van den oorlog en den na-oorlog, en verklaarde daarbij :

« Deze levenskracht laat ons alles verhoplen. En deze hoop mag niet vrijdeld worden door nieuwe beproevingen die men ons zou opleggen.

» Dit zou namelijk het geval zijn indien ons werk van herstel verlamd werd of tegengewerkt.

» De haven van Antwerpen, bij voorbeeld, moet zich kunnen ontwikkelen, niet alleen om te beantwoorden aan de handels- en industriebehoefden van ons land, maar ook om de betrekkingen te waarborgen met het groote hinterland dat deze haven beheerscht.

» Dit was de uitdrukkelijke wensch van de Conferentie van Londen, in 1830, en het is thans nog eene levensnoodwendigheid voor ons bestaan.

» De Regeering, bewust van de belangrijkheid van dit vraagstuk, zal niets verzuimen om tot eene bevredigende oplossing er van te komen, dit wil zeggen, om hare vrije uitwegen naar de zee en hare betrekkingen met den Rhijn te verzekeren. »

III. — DE REGELING VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN, VOORAL MET FRANKRIJK.

In den loop van deze laatste maanden, heeft België doorlopend eene actieve politiek gevoerd. Wij hebben vooreerst een zeker getal overeenkomsten, die verleden jaar waren gesloten, bekrachtigd. Aldus werden, op 21 Mei, de bekrachtigingen uitgewisseld van het verdrag, op 28 September 1926 gesloten met Esthland, en, op 24 Mei, heeft onze Minister te Berlijn de bekrachtiging geteekend van de Duitsch-Belgische grensovereenkomst van 15 Juli 1926.

Anderzijds, staan wij op het punt het aanvullend akkoord van 7 Juli 1926 met Oostenrijk te bekrachtigen, alsmede onze handelsovereenkomst van 7 November 1924 met Guatemala. Met Mexico zijn onderhandelingen aan den gang voor het sluiten van eene nieuwe handelsovereenkomst. In afwachting van den afloop der besprekingen, werd het tegenwoordig akkoord, door Mexico opgezegd, verlengd tot 31 December.

De drukke en kiesche onderhandelingen, te Angora gevoerd voor het sluiten, van eene handelsovereenkomst met Turkije, zijn op het punt te slagen. Het akkoord is feitelijk in alle punten verwezenlijkt. Wij mogen hopen dat het binnenkort zal geteekend worden.

Deze onderscheidene onderhandelingen hebben evenwel het belang niet van de besprekingen die sedert eenigen tijd tusschen de Fransche en de Belgische Regeering gevoerd worden. Frankrijk, wiens tolregime dagteekende van 1910, heeft de herziening van de invoerrechten ondernomen en een wetsontwerp werd

te dien einde bij de Kamers ingediend. Dit ontwerp heeft in België eene sterke ontroering verwekt zoodra het alhier bekend werd. De voorgestelde rechten zijn, voor het meerendeel der producten, nog hooger dan de bestaande, die reeds door eenieder zeer zwaar gevonden worden. Onze industrieelen die, niet zonder bezorgdheid, elk jaar het tekort in de balans van onzen handel met Frankrijk zien vermeederen, hebben met onrust de tolgrens, die door Frankrijk tegen den invoer onzer voortbrengselen opgericht werd, nog zien versterken. Ons land, dat bezield is door den geest van de liberale politiek die alhier een traditie is, is zeer geneigd, zooals in het verleden, op zijne markten een belangwekkend afzetgebied aan den Franschen uitvoer te bieden. Maar België wil met dezelfde munt betaald worden. Het wil — en zal dit weten te eischen — dat zijne nijverheid die op normale wijze naar Frankrijk kan uitvoeren, ook verder in dit land een afzetgebied vindt. In dezen geest zullen de onderhandelingen met de Regeering der Republiek worden gevoerd.

Het Algemeen Handelsbestuur in het Ministerie van Buitenlandsche Zaken heeft, met het oog op deze onderhandelingen, eene algemeene raadpleging gehouden onder al de betrokken industrieelen. De resultaten van deze raadpleging hebben, met de medewerking van de onderscheidene bevoegde besturen, toegelaten de lijst onzer eischen vast te stellen. Dit is thans een afgedaan werk. Anderzijds, werd het Gróót-Hertogdom Luxemburg aangezoekt zijne desiderata te doen kennen; zij werden opgenomen in het Belgisch kohier. Het is niet overbodig te wijzen op de volkomen eensgezindheid die te dezer zake bestaat tusschen Luxemburg en België. De Belgische Regeering toont zich aldus bereid om elke gunstige gelegenheid te benuttigen, die onze economische betrekkingen met Frankrijk op een bevredigenden grondslag kan regelen. Terecht mag men hopen dat de aanstaande onderhandelingen, die zullen geopend worden in het teeken der ruim opgevatte aanbevelingen van de Conferentie van Geneve, heilzame gevolgen zullen hebben.

IV. — VERSCHILLENDE PUNTEN.

Sommige leden hebben de klachten voorgebracht van de betrokken middens wegens de moeilijkheden welke Frankrijk stelt aan den uitvoer van de ons zoo noodzakelijke houtsoorten. Insgelijks werd de wensch uitgedrukt dat de spoorbaan Bertrix-Muno zou aangesloten worden met het net van « l'Est français », evenals ook verbetering werd gevraagd in den waterafvoer van het Noorden der provincie Antwerpen naar Holland.

De Commissie vestigt de aandacht van den Minister van Buitenlandsche Zaken op deze onderscheidene punten. Anderzijds, hoopt zij dat het Arbeidsverdrag, den 24^{en} December 1924 te Brussel onderteekend en in Maart 1925 door de Belgische Kamers goedgekeurd, weldra door de Fransche Kamers moge worden aangenomen. Bovendien, ware het wenschelijk dat de vereischte aanvullingen werden gebracht in de Fransch-Belgische Overeenkomst van 14 Februari 1921 op het ouderdomspensioen der mijnwerkers, alsmede in die van 21 Februari 1906 op de schadevergoeding wegens arbeidsongevallen.

Verder brengt de Commissie den wensch uit dat, zoodra mogelijk, de onderhandelingen haar beslag krijgen, welke met de Fransche Regeering zijn aangeboden tot het sluiten van eene overeenkomst waardoor op de Belgen in Frankrijk en op de Franschen in België eene bijzondere regeling wordt toegepast in zake vestiging, en in zake de belastingen, taxes, lasten, opschelingen van allen

aard, verkrijging, bezit en gebruik van vaste en roerende goederen, verhuring van woningen, handels- en nijverheidsgebouwen.

Dergelijke overeenkomst zou verhinderen dat onze medeburgers in Frankrijk in minder gunstigen toestand verkeeren dan sommige bevoorrechte vreemdelingen. Bij gebrek aan eene overeenkomst op dat gebied, wordt daar op de Belgen, in sommige gevallen, eene minder gunstige regeling toegepast dan op de landgenooten van andere landen, zelfs op die van sommige onzijdige ja van vroeger vijandelijke landen.

De Commissie heeft zich insgelijks beziggehouden met onze betrekkingen tot het Groot-Hertogdom Luxemburg. Met genoegen heeft zij bevonden dat eene experten-commissie was opgericht onder het voorzitterschap van den heer Theunis, met opdracht naar de middelen te zoeken om een einde te maken aan de bezwaren van technischen of bestuurlijken aard, welke voortvloeien uit de toepassing van sommige bepalingen van het Verdrag van Economische Unie.

Met evenveel voldoening, stelt de Commissie ten slotte vast dat, spijs de pennewiststen die in de drukpers tot uiting zijn gekomen over het verschil der politieke regimes in Italië en in België, de traditioneele vriendschapsbetrekkingen tusschen beide landen niettemin even hartelijk en vertrouwelijk zijn gebleven. Het geestdriftig onthaal dat de roemrijke Italiaansche verminkten bij de Belgische overheid en bij de bevolking mochten genieten, is er een nieuw bewijs van.

Namens de Commissie, hebben wij de eer U de Begroting ter goedkeuring voor te leggen.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.
